

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

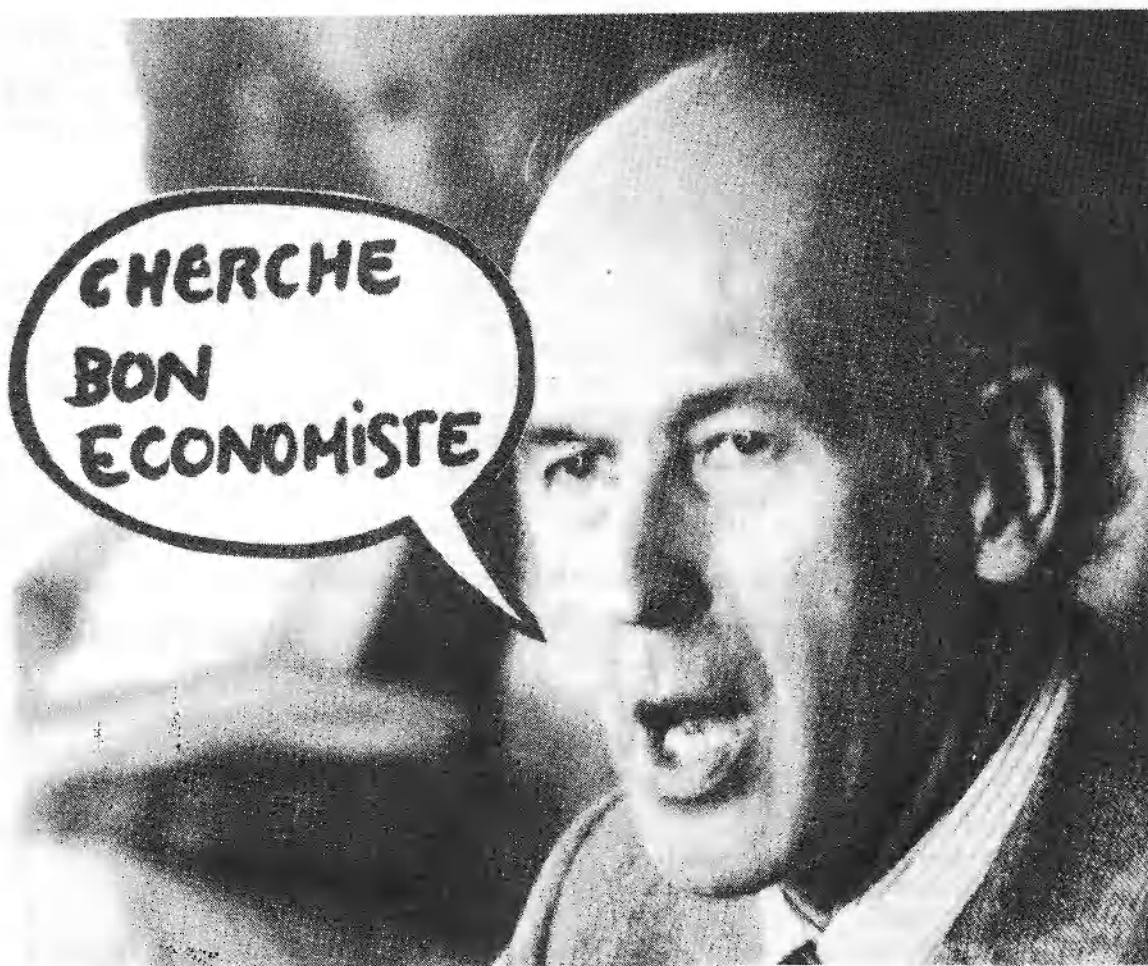
Directeur politique : Bertrand Renouvin

23 NOVEMBRE AU 6 DÉCEMBRE 1978

8^e ANNÉE - N° 281 - 4,00 F

libéralisme :

l'échec.



iran :

**vers
le bain
de sang**

page 4

**l'europe
des partis**

page 12

**le malaise
de la s.n.c.f.**

page 3



Notre époque est celle de l'hypocrisie politique et sociale. Chacun se masque derrière des mots et des discours pour accomplir, en douce, une politique contraire à celle qu'il annonce. C'est vrai en économie, où les thèses rassurantes du néo-libéralisme sont démenties par la réalité quotidienne (nos pages centrales). C'est vrai pour l'Europe, qui est par excellence le domaine du mensonge et de l'imposture (l'éditorial de Bertrand Renouvin). C'est vrai dans le monde judiciaire, qui est, paradoxalement, celui de l'injustice (notre critique du « Ghetto judiciaire » en page Lire). C'est vrai dans le domaine de la liberté d'expression qui, bientôt, n'appartiendra plus qu'à ceux qui ont l'argent (notre Mauvaise humeur). C'est vrai du racisme contemporain, qui s'abrite derrière la respectabilité bourgeoise (la Presse au crible). Et quand, d'aventure, un tenant de l'ordre établi lève un coin du voile, c'est une idéologie atroce qui apparaît (l'article de Gérard Leclerc sur le livre de M. Ponia-towski).

Reste, pour éclairer un peu ce numéro aussi sombre que notre époque, l'article de Pierre Le Cohu consacré à un éditeur lorrain, et celui d'Arnaud Fabre sur Philippe Le Bel.

A l'étranger également de nouvelles réalités apparaissent derrière les mythes et les idéologies : Paul Vigneron, de retour d'Iran, analyse les raisons profondes de la révolte contre le Chah (Chemins du Monde) et Pierre Boeldieu rend compte du livre d'Hélène Carrère d'Encausse sur la crise soviétique.

l'épouvantail darquier de pellepoix

Fallait-il ou ne fallait-il pas publier dans l'Express l'interview de Darquier de Pellepoix, ancien commissaire aux affaires juives du gouvernement de Vichy. A en juger par les réactions qu'elle a occasionnées cette polémique n'avait qu'un intérêt relatif. Par son ampleur, elle a remis à jour un aspect refoulé de notre histoire à savoir que nombreux furent les Français à partager les idées de l'occupant. Il y a eu comme l'écrit, dans l'Express, Raymond Aron des nazis français. « Unanimité contre Darquier, débat passionné entre partisans et adversaires de la publication de l'interview, l'affaire n'avait nul besoin des déclarations du président de la République, de la lettre du premier ministre aux directeurs des chaînes de télévision, de l'action judiciaire ordonnée par le garde des sceaux contre les délits commis par Darquier dans l'interview. Pour tout dire, cette surréaction finit par surprendre l'étranger et prêter à des interprétations peu flatteuses. Le peuple français refoule-t-il à ce point les souvenirs de l'occupation et découvre-t-il avec consternation qu'il y eut non pas seulement des collaborateurs, mais des nazis nés à Cahors et enfermés dans leur délire ? »

UNE VIOLENCE SUSPECTE

Ce qui surprend dans cette affaire, c'est que la presse d'extrême-droite a été la plus violente contre Darquier de Pellepoix. « Sourd, paralysé et presque aveugle l'antisémite de choc de l'Express n'est plus qu'un mort-vivant » titre Minute qui consacre son numéro suivant (14 novembre) à recenser tous ceux qui ont été antisémites de Saint-Paul à Xavier Vallat... Sous-entendu : tout le monde de gauche à droite a été antisémite donc... Puis, plus loin François Brigneau démontre que le Maréchal Pétain a sauvé les juifs français du génocide : « En

France, il y avait avant guerre, 330 000 juifs recensés dont au moins 50 % de Juifs étrangers ou naturalisés de fraîche date. Le « Mémorial de la déportation » dû à M. Klarsfeld et son équipe révèle que 75 721 d'entre eux furent déportés. Un certain nombre d'entre eux revinrent, qui n'est pas chiffré. Mais on peut estimer à 20 % le nombre de Juifs de France disparus. Le bouclier du maréchal en a donc sauvé 75 %. D'ailleurs, ce n'est pas parce que Pétain est arrivé au pouvoir que les Juifs ont été décimés ! C'est parce qu'en 1940, nous avons perdu la guerre. » Tout simplement...

ROBERT HERSANT PLUS MALIN...

Mais l'absurdité des propos de Darquier de Pellepoix ne doit pas masquer les activités de ceux qui partagent à peu de chose près les mêmes idées. Darquier apparaît comme un épouvantail derrière lequel se cachent des personnes qui sont plus habiles que lui notamment Hersant. « Robert Hersant plus malin que Darquier de Pellepoix » titre Libération (5 novembre) avec justesse. On attaque avec violence, un vieillard qui ne représente plus rien alors que ceux qui sont dangereux ne sont pas inquiétés, rappelle J. M. Bourgereau. « Alors que

le gouvernement engage des poursuites contre l'ex-commissaire aux questions juives, Robert Hersant l'ancien collaborateur des nazis reconverti, prend le contrôle d'un troisième quotidien parisien, « L'Aurore » (...). On pourra méditer sur ces deux destins, si proches pendant l'occupation allemande, partageant vis-à-vis des Juifs des sentiments de même nature, aujourd'hui séparés par une frontière, et les journaux de l'un menant campagne contre l'autre... On prendra enfin la mesure de la campagne provoquée par les propos de Darquier de Pellepoix : un nuage de fumées hypocrites masquant des vérités dérangeantes à commencer par la France anti-juive, l'antisémitisme et le racisme quotidien, et surtout le fait que le gouvernement tolère qu'un Robert Hersant devienne le rédacteur en chef de la moitié du tirage de la presse parisienne. »

Là est le fond du problème. Nous assistons depuis quelques années au travers de la presse Hersant à l'émergence d'une « nouvelle droite » dont les thèmes ont un étrange lien de parenté avec le nazisme. Or personne ou presque ne s'en est indigné. L'affaire Darquier n'aura pas contribué à régler le problème bien au contraire...

Jacques BLANGY

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :

Année de naissance : Profession :

Adresse :

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur

le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

s.n.c.f.

chez les roulants.

De grèves des trains en manifestations d'usagers, la SNCF ne cesse pas de faire parler d'elle. La raison de tout cela est une lente dégradation du service public que nous avons demandé à un ami « roulant » de nous décrire de l'intérieur.



2 h 32. Mon train quitte le triage vers Rennes. Arrivée prévue 6 h 47. Fin de service 7 h 17. Puis retour sur Paris cet après-midi 15 h 50. Presque 9 h pour dormir, déjeuner, se laver. Une nuit banale où malgré le repos accumulé, il faudra lutter contre le sommeil. Alors on parlera, moi du train de la veille, lui de ses vacances, de ses enfants, de son travail.

Car conduire un train ne se borne pas au démarrage et à l'arrêt en fin de parcours. Exigence des horaires, tout d'abord : un départ à 2 h 30 n'est pas à 2 h 35 même pour un train de marchandises (70 % du trafic).

Pénibilité : prendre son service en pleine nuit, ou juste à l'heure du repas; déjeuner ou dîner en plein après-midi; se coucher et dormir à n'importe quelle heure du jour et de la nuit; rentrer chez soi quand sa femme en part; croiser ses enfants presque sans les voir; vivre à l'envers parfois; être absent une nuit sur deux ou trois; savoir que les samedis, dimanches et fêtes n'arrêtent pas les trains. Bien sûr il y a des primes pour tous ces inconvénients, mais l'argent ne peut pas tout racheter. Et puis, outre leur taux qui laisse à désirer, celles-ci ne sont pas intégrées au salaire, donc ne sont pas prises en compte pour le calcul de la retraite. Comme elles représentent la moitié environ des revenus, la retraite à 55 ans que tout un chacun lance à la figure du cheminot a des allures d'attrape-couillon. Exemple : sur les 6 000 F environ que peut toucher un conducteur d'express en fin de carrière (s'il est arrivé en haut des échelons) 3 000 F serviront de

base au calcul. Alors pour s'arrêter à 55 ans, il faut soit n'avoir pas ou plus d'enfant à charge, soit être un aventurier.

La conduite, c'est aussi une attention soutenue des heures durant, de jour comme de nuit, avec une application stricte de la signalisation et des réglementations. 60 km/h n'est pas 80 comme sur la route. Chaque machine est équipée d'une bande qui enregistre tout. Chaque signal rencontré figurera dessus et le mécanicien au moyen du bouton de « vigilance » doit inscrire sur celle-ci la preuve qu'il a aperçu et reconnu le panneau. Avec deux signaux par km en moyenne... De plus le système VACMA (Veille automatique avec contrôle de maintien d'appui) oblige le mécanicien à signaler sa présence toutes les 35 secondes pour éviter le blocage des freins.

Et puis, il y a la sécurité. Avant-hier, Jacky B. est mort. J'avais roulé avec lui. Jeune, des enfants, des projets. L'accident stupide du passage à niveau avec un camion plein de ferraille. Il a disparu avec la cabine. 120 km/h. Rien retrouvé sous les 4 tonnes de ferrailles. Leur cabine, pour alléger les coûts, est entièrement en plastique et sans aucun renforcement.

DU SERVICE PUBLIC...

Les cheminots sentent au plus profond d'eux-mêmes, que chaque jour qui passe atteint leur travail. Des exemples : la suppression des lignes dites secondaires, 7 000 km en 10 ans. La disparition officiellement reconnue par le Ministre de 17 gares de voyag-

eurs et de 94 de marchandises (sans compter l'anéantissement officieux par manque de crédit, de personnel et de trafic de dizaine d'autres). La diminution du nombre des trains. Toute cette érosion atteint les cheminots imperceptiblement, ils devinent ce qui se trame et ce qu'on ourdit contre eux.

Autre exemple : la compression du personnel. L'équipement des machines en double traction permet à une seule équipe de piloter deux locomotives à partir du même poste de conduite et d'accroître le tonnage remorqué. La surcharge volontaire des trains qui évite l'emploi d'une seconde équipe. Les roulements de plus en plus serrés qui intensifient la durée du travail. Chez les élèves-conducteurs, certains attendent depuis plus de deux ans, leur nomination au grade de conducteur. En attendant, ils en font le travail, le salaire en moins bien entendu. Et puis dernier gadget technique : la conduite à agent seul. Tous les trains comportent deux agents. Désormais le second va être remplacé par une liaison-radio entre le pilote et le chef de secteur.

... A LA PRIVATISATION

La S.N.C.F. invoque le progrès, alibi de tous les renoncements. « Expliquons nos grèves, me disait un conducteur de 51 ans. Le public nous fait la gueule la plupart du temps. Du moment qu'ils ont payé leur billet, ils se foutent du reste, comme si nous ne cherchions qu'à les gêner. Il faudrait que les usagers

fassent corps avec nous ». Sous prétexte de rentabilité, on réintroduit le profit. Des preuves : les wagons-lits, restaurants, postaux et bon nombre de wagons de marchandises n'appartenait pas à la S.N.C.F., désormais des voitures Corail appartiennent à des propriétaires particuliers qui les louent à la S.N.C.F. Bien plus, les locomotives passent aux mains des banques et autres organismes qui en font un placement financier. Et pour ce matériel, bien sûr, toujours des pièces de rechange et une priorité d'entretien. Le nettoyage des gares, l'entretien des voies, la construction d'ouvrages d'art, les distributeurs de billets, les tourniquets de contrôle, rien de tout cela ne relève de la S.N.C.F.

Le rapport Guillaumat est d'ailleurs explicite : retour au libéralisme et à l'économie de marché. C'est le mythe de la concurrence avec l'automobile. Comme le note A. Sauvy : « La priorité aux transports publics n'est pas appliquée, alors que les pertes en vies humaines, en espace, en énergie et en devises sont passées sous silence ».

La bataille du rail a déjà commencé. Les usagers ont forcé la S.N.C.F. à rétablir un arrêt à la Tour-du-Pin et ceux de Dreux-Paris à moderniser les rames. Car pour avoir des rames toutes neuves, à étages, il faut que la municipalité desservie paye une redevance à la S.N.C.F. Mais le néo-libéralisme liquidateur du service public n'a pas dit pour autant son dernier mot.

SAINT-VALLIER

— enquête NAR-SNCF —

iran:

la répression ou l'exil

Notre ami Paul Vigneron, qui revient d'un long séjour à Téhéran, a pu suivre le développement de la crise iranienne. De retour à Paris, il livre ses observations et ses réflexions aux lecteurs de *Royaliste*.

Royaliste : Comment en est-on arrivé à la situation actuelle?

Paul VIGNERON : Jusqu'en 1974, le Premier ministre Hoveyda menait une politique de développement de type occidental avec des moyens limités. Puis, avec l'augmentation du prix du pétrole, les revenus de l'Iran ont quadruplé en quelques mois. On a alors assisté, jusqu'en 1977, à un développement considérable. Puis les premières tensions sociales sont apparues, provoquées par le décalage entre le développement économique et la vie traditionnelle de l'Iran. En août 1977, face à la crise naissante, le Chah a choisi pour Premier ministre, Amouzegar. Mais ce dernier n'a pas su faire face aux problèmes de la mutation de l'Iran. Les chefs religieux ont alors pris la tête de l'opposition au Chah. En mars 1978, les premières manifestations violentes ont éclaté à Tabriz : plusieurs centaines de morts.

Dès lors, le système du Chah commença à tourner à vide : il ne savait que faire avec l'opposition religieuse, comme avec l'opposition politique. Libérale et bourgeoise, cette dernière aurait pu, il y a six mois encore, enrayer la crise. Depuis mars, les troubles se sont multipliés et, en août 1978, le Chah a dû congédier Amouzegar sous la pression populaire. Le Chah a alors appelé Charif Emami, qui a mené une politique libérale et engagé la lutte contre la corruption. Mais comme toute la classe politique est corrompue, personne n'y a cru. Et puis, fin mai, il y a eu l'incendie du cinéma d'Abadan, dont la responsabilité est

retombée sur le Chah. L'opinion publique était donc très montée contre le Chah, d'autant plus que les chefs religieux attisaient l'opposition. Il y a eu de grandes manifestations, jusqu'au « vendredi noir » de septembre dernier qui a fait officiellement 110 morts — et probablement 500 ou 600. Les choses se sont calmées à Téhéran (mais pas en province) et Charif Emami a poursuivi sa politique en essayant d'intégrer au gouvernement des personnalités de l'opposition.

Royaliste : Qu'est-ce que cette opposition ?

P.V. : Les principaux opposants politiques sont peu intéressants : ce sont des radicaux de gauche qui n'auraient pas trouvé leur Giscard. Ils ne représentent qu'eux-mêmes et sont très liés aux Américains. Quant à l'opposition religieuse, elle a besoin de ces politiciens puisqu'elle ne peut pas prendre le pouvoir elle-même. Mais l'opposition politique sait qu'elle ne peut se mettre à dos l'Occident, et souhaite un simple changement d'équipe.

De ce fait, il y avait en octobre dernier, un certain flottement chez les adversaires du Chah, et un rapprochement s'esquissait entre le pouvoir et l'opposition politique. Mais ce rapprochement a été brisé par les émeutes du 5 novembre. Le Chah ne pouvait plus choisir qu'entre le départ — qu'il a envisagé — et l'appel à l'armée. L'armée doit maintenant affronter la grève générale. Or, elle n'a le choix qu'entre l'acceptation de cette grève — qui la conduirait à quitter le gouvernement — et le bain de sang qui est une



solution très orientale et très iranienne. Je pense que c'est la seconde solution qui prévaudra si le Chah désire conserver le pouvoir. En effet, il n'y a pas d'accord possible entre le Chah et l'opposition religieuse qui veut abattre un pouvoir qu'elle juge pervers.

Royaliste : Si le Chah s'en va, que se passera-t-il ?

P.V. : Les chefs religieux appelleront les politiciens de l'opposition modérée, qui ne représentent rien — si ce n'est l'affairisme de la classe montante — est coupée des masses populaires et devra avoir le soutien des Américains.

Royaliste : Quel est le sens de cette révolte ?

P.V. : Il faut d'abord se souvenir que l'Iran est chiite. Le Chiisme est une religion nationale, d'un mysticisme triste, et sans hiérarchie religieuse : les ayatollah sont simplement des sages reconnus par les croyants. Ainsi Khomeiny — d'ailleurs moins important que l'ayatollah de Qom — est aujourd'hui le symbole d'un mouvement populaire né d'une crise d'identité de l'Iran : devant la croissance économique, les Iraniens ont senti une déperdition de leur être et ils n'ont plus voulu se reconnaître dans le mode de vie occidental qu'ils ont adopté. Là est l'aspect fondamental de la révolte. Mais dans le mouvement actuel, il y a à la fois Mai 1968 (les étudiants très hostiles aux religieux, l'opinion populaire révoltée par l'affairisme) et un intégrisme anachronique. C'est la première contradiction. La seconde est que les Iraniens ne peuvent plus abandonner le mode de vie occidental.

Royaliste : Justement, que penser de la politique du Chah ?

P.V. : Le Chah est sûrement le seul Iranien à avoir une vision politique de l'avenir de son pays. Mais il n'a pas su tenir compte de ses tensions internes (sociales, tribales) et il n'a pas fait la révolution intérieure qui était nécessaire pour débarrasser son pays de l'emprise américaine. En outre, le Chah n'a jamais été vraiment populaire; il a hérité en particulier de toute l'hostilité accumulée contre son père.

Sur le plan économique, le Chah n'a pas réussi la réforme agraire (cette réforme est d'ailleurs une des causes de l'hostilité des religieux), la redistribution des terres n'ayant pas été suivie d'une organisation de l'agriculture. Quant à l'industrie, elle a bénéficié de l'augmentation des prix pétroliers. Mais le Chah n'a pas pris garde à l'évolution des données internationales. Il s'est lancé dans une politique industrielle ambitieuse sans tenir compte des questions de compétitivité; il a voulu construire une puissante industrie pétrochimique à vocation exportatrice, mais il y a eu la surproduction internationale et la baisse du dollar. D'où un immense gaspillage d'investissements, alors que l'Iran aurait pu, en développant son agriculture, résoudre nombre de problèmes sociaux et économiques. Résultat? L'industrie naissante n'est compétitive ni à l'intérieur (trop mauvaise qualité des produits) ni à l'extérieur. L'impasse économique est donc complète, comme l'impasse politique. Et le Chah n'a de choix qu'entre l'exil et la violence.

Propos recueillis
par Bertrand RENOUVIN.

Michel Poniatowski, en bon ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration vient enfin de mettre au point son florilège d'idées générales. N'a-t-il pas confessé, ici ou là, que ce livre (1) il aurait aimé l'avoir à sa disposition, lorsqu'il était étudiant? Une vraie petite encyclopédie! Un ami à qui je m'amusais à en réciter le sommaire s'esclaffait : *mais c'est le Quid!* Eh oui, le *Quid* au service du petit libéral avancé qui deviendra grand, pourvu que la gauche s'épuise de ses contradictions, et que le phare de la pensée giscard-poniatowskienne éclaire l'aurore du XXI^e siècle... Car ce catalogue (ou ce lexique) s'ordonne dans une pensée. Faut-il dire une gnose de type scientifique? Probablement. Il y a vingt ans et plus, Michel Poniatowski a du être singulièrement impressionné par le teilhardisme. Après en avoir retranché les éléments chrétiens, il a conservé le mouvement général qu'il a orné de divers apports pour obtenir cette « Weltanschauung » cohérente, foncièrement athée, matérialiste, élitiste et néopaienne.

Du « big bang » primitif à la société scientifique et télématique, tout semble se mouvoir à partir des lois rigoureuses de la vie. Et si l'histoire humaine s'abolit dans un absurde cataclysme atomique, sans doute était-ce programmé : « *L'espèce humaine porte-t-elle dans ses gènes les instructions de sa propre destruction?* » Déterminisme? Hasard et nécessité, semble-t-il répondre au nom de Jacques Monod qui décidément assume le rôle de conscience philosophique universelle. De Méné Grégoire à Françoise Giroud. De Poniatowski... à Coluche? Mais l'ancien ministre de l'intérieur a d'autres références. Il semble en particulier que les ouvrages publiés par les éditions Copernic n'aient aucun secret pour lui. Il fait siennes toutes les thèses d'Eysenck sur l'hérédité, sur le Q.I. Thèses soutenues, orchestrées par Nouvelle Ecole, Alain de Benoist lui-même cité, Le Figaro-magazine, et bientôt de proche en proche toute la droite libérale.

CES FAMEUX INDO-EUROPÉENS

« *C'est la race indo-européenne qui porte l'élan scientifique, technique, culturel qui imprime sa marque à l'essor de nos sociétés.* » Nous l'avions peut-être oublié, mais si nous sommes tels que nous sommes, les plus forts, les plus intelligents, les plus agressifs (et donc les plus guerriers), les plus hiérarchisés, nous le devons à nos origines raciales. La civilisation occidentale, blanche ce n'est pas autre chose. Vous vous demanderez peut-être : M. Poniatowski est bien trop intelligent, habile pour méconnaître ou sous-estimer l'importance capitale d'un certain judéo-christianisme sur le destin de notre civilisation? Pas du tout, vous n'y êtes pas. A part une ou deux vagues allusions, l'alter ego de M. Giscard d'Estaing, pense, écrit comme si cela n'avait eu aucune importance, pratiquement pas existé.

Je ne fais aucun procès d'intention. Je constate. Ce n'est pas du tout par inadver-

la barbarie est écrite à droite



par
gérard
leclerc

ance que l'indo-européanisme revient en force. Comme par le passé, c'est toujours pour refouler le judéo-christianisme. Louis Pauwels qui, nous le savons maintenant, appartient à la même famille intellectuelle que Michel Poniatowski l'explique dans son dernier ouvrage (2) avec une franchise pour laquelle il faut lui rendre hommage : « *Je ne sens pas mes racines dans les origines du christianisme. Le fond culturel du christianisme n'est pas le mien.* » Ce fond qui est le sien, il le retrouve comme l'ancien ministre, par une mémoire plus longue. Mais lui n'est pas retenu par trop de scrupules politiques ou de soucis électoraux, il va plus loin, infiniment plus loin. Et il ose dire : le judaïsme et le christianisme sont des plaies, à tel point que c'en est une putréfaction. Et sa voix s'enfle de haine pour affirmer : « *Le nazéen ne condamne pas, au fond, telle société, tel pouvoir. Il est en réalité opposé à toute société comme moment de civilisation. Il est opposé à tout pouvoir et finalement à toute civilisation.* » La thèse n'est pas neuve. Elle ne résiste pas à cinq minutes de réflexion sérieuse. Le jeune Maurras eut la faiblesse absurde d'imaginer une romanité ordonnant un christianisme primitif anarchique. Comme si la sainteté n'était pas cet ordre supérieur auquel nul ordre ne se compare!

Certains vont me dire : tu n'as pas le droit d'attribuer à Poniatowski toutes les pensées de Pauwels... Sans doute, mais je ne peux m'empêcher de songer que tout se passe comme si. La philosophie naturaliste du libéral éclairé s'oppose point par point à la vision biblique et chrétienne de l'homme. Et là, je prie mes amis agnostiques ou incroyants de me prêter quelque attention. Il y a péril pour l'homme, pour la civilisation lorsque le discours des béatitudes est moqué, quand le message universaliste de la Bible est bafoué.

« LA CREATION LA PLUS EFFICACE »

Evidemment, Michel Poniatowski — il est trop bien élevé pour cela — n'égrotine nulle part la lettre de l'Evangile. Plus gravement, il affirme des principes positifs qui sont contraires à son esprit. Ce ne serait que par métho-

de, volonté d'approche scientifique? Nulle part il n'apparaît que cette perspective soit dépassée. Il peut m'arriver comme à chacun de procéder en naturaliste, et de considérer l'individu comme bête de proie. Mais je pense aussi à la parole du psalmiste qui ne cesse de chanter en moi : « *A peine le fis-tu moindre qu'un dieu, le couronnant de gloire et de splendeur.* » Au terme du livre de Michel Poniatowski, est bel et bien célébré un *animal aux dons supérieurs*, mais il est des phrases de son credo qui me sont autant de gifles cinglantes à la face humaine.

Cette phrase qui se veut laudative, par exemple, m'est insupportable : « *L'homme n'est pas, à coup sûr, la plus belle et la plus harmonieuse créature de l'univers. C'est la plus efficace.* » Pour moi qui ai appris au catéchisme et au porche des cathédrales que Dieu créa l'homme à son image et à sa ressemblance, c'est plus qu'une inconvenance, une insulte. En revanche, je n'ai rien contre l'affirmation qui suit : « *L'homme n'est pas le plus rapide des animaux.* » Ma première règle de grammaire grecque m'a rappelé au long des jeunes années que *les animaux courent*. Et certes, ils courent vite, du moins les plus véloce. Autre évidence première « *Toute sa présence (à l'homme) réside dans son cerveau, et son psychisme, d'où il tire son exceptionnelle capacité d'analyse, de synthèse et de créativité.* » Certes, voilà une bien grande merveille, qui n'a pas fini de nous étonner. Mais il me semble qu'il en est de plus grandes. « *Car 2 et 2 font 4,* faisait dire Dostoïevski au héros du Sous-sol, *ce n'est déjà plus la vie mais le commencement de la mort.* » Et Pascal que M. Pauwels n'aime pas : « *De tous les corps et esprits, on n'en saurait tirer un mouvement de vraie charité : cela est impossible, d'un autre ordre, surnaturel.* »

Michel Poniatowski répondrait sans doute qu'on ne le contraindra pas à devenir chrétien, et que faute de la grâce, il a la culture dont il nous entretient à la dernière page de son gros volume. Bien obscurément, pour un auteur si clair! Chez Malraux, je sais ce que signifie cet appel à la mémoire des hommes, je sens ce qu'il implique de tragique, n'y adhère point mais salue ce qu'il annoblit en l'être déchiré par l'inaccessibilité de son but. Cet agnosticisme m'est fraternel par ce qu'il implique de transcendance. Au surplus, Malraux annonçait un XXI^e siècle métaphysique. Chez Poniatowski, je ne perçois qu'un scientisme grossier, une mémoire qui ne se souvient pas volontairement de l'histoire la plus lumineuse, la plus secourable aux hommes. J'ai la faiblesse de n'avoir aucune foi dans le cerveau humain. Je n'ai de culte que des visages. Pour le reste, tout ce dont parle ce livre bavard me devient sinistre. Car du coup, j'ai vraiment peur pour cet avenir qui n'est écrit nulle part.

Gérard LECLERC

(1) L'avenir n'est écrit nulle part. En vente au journal franco 54 F

(2) Comment devient-on ce que l'on est? En vente au journal franco 44 F

Le pouvoir et ses satellites de la presse Hersant, de la radio ou de la télévision sont actuellement en train de se livrer à une colossale opération de mystification. Ils annoncent en effet que la France, à l'aube du troisième millénaire, s'achemine vers une prospérité jamais encore atteinte. Écoutons ainsi M. Giscard d'Estaing lors de l'émission « questionnaire » de Jean-Louis Servan-Schreiber : à l'entendre, la France n'est pas trop mal placée puisqu'elle occupe le quatrième rang économique mondial. Elle bénéficie d'un bon niveau de vie, a une balance commerciale excédentaire et un ensemble d'industries de pointe riche de promesses. Et le Président de citer, à ce propos, notre industrie automobile qui est, paraît-il, la première d'Europe. Pour que la France réussisse victorieusement son redéploiement rendu nécessaire par la crise mondiale, il suffirait, à entendre les augures présidentiels, que notre économie soit affranchie des contraintes dirigistes et protectionnistes, que les « canards boiteux » soient éliminés, que notre industrie ne soit plus brimée par les interventions constantes et malencontreuses de l'Etat. Les vaticinations giscardiennes ne vont jamais sans gadgets. Et l'ancien maire de Chamalières s'est empressé d'en tirer deux de sa manche :

— D'abord M. Monory, ministre de l'Economie, ancien garagiste devenu fabricant de tracteurs, symbole de la petite et moyenne entreprise qui agit et qui réussit.

— Ensuite M. Robert Fabre, radical d'opposition à tendance majoritaire. Chargé d'une mission d'enquête et de proposition face au chômage, il propose comme remède miracle l'allègement des charges des P.M.E.

Alors, la France de la « monarchie élective » giscardienne, s'achemine-t-elle vers une prospérité tranquille sur fond de libéralisme éclairé, assumée par des self-made-man intrépides ? Tel est le spectacle officiel... et le contraire de la réalité.

Aucune des composantes du dernier mythe en vogue à l'Élysée ne résiste en réalité à l'examen. M. Giscard d'Estaing se félicite du fait que nous soyons restés, durant la crise, la quatrième puissance économique mondiale. Mais ce rang, nous l'avions déjà en 1973. Et comme

la crise touche toutes les nations il aurait fallu une gestion particulièrement exécutable pour que nous perdions un ou plusieurs rangs.

COMMERCE : UNE EUPHORIE TROMPEUSE

Notre balance commerciale s'est paraît-il redressée ? Mais le chef de l'Etat omet de préciser que cela est dû en partie aux variations saisonnières liées à la production agricole. Il oublie surtout d'indiquer que nous touchons en ce moment les dividendes de la politique de contrats tout azimut menée au temps où M. Jobert était au quai d'Orsay et au début du gouvernement Chirac. Pour honorer ces commandes, qu'il s'agisse de barages ou de centrales nucléaires, il faut de deux à cinq ans. Leur facturation tombe donc maintenant et nous procure une bonne situation de trésorerie. Autrement dit, nous vivons sur les lauriers du passé, ce qui nous dispense de dresser un bilan des commandes passées actuellement... dont la quantité et la qualité ne sont guère reluisantes.

Lorsque V.G.E. donne un exemple d'industrie de pointe exportatrice l'automobile, il pratique un abus de confiance. L'industrie automobile est en effet une industrie de montage à faible valeur technologique : on peut installer des chaînes Renault ou Citroën, aussi bien au Maroc qu'au Brésil ou au Gabon, c'est-à-dire en utilisant

une main-d'œuvre à très faible qualification technologique. D'ailleurs l'industrie automobile est prospère — Grande-Bretagne exceptée — dans tous les pays industriels, y compris dans une nation en liquéfaction comme l'Italie. Allons plus loin : le rachat de Chrysler-Europe par Peugeot est l'illustration même de ce que le *Nouvel Observateur* appelait un « mensonge tricolore » : Chrysler laisse à Peugeot toute la partie montage, étude de la forme des pneus et de la carrosserie, en un mot : toute la bicycletterie. En revanche, Chrysler se réserve la seule partie technologiquement novatrice : les recherches sur les composants électroniques qui joueront un rôle de plus en plus grand dans la voiture de demain.

FRANCE, PAYS DE SOUS-TRAITANCE ?

Il semble d'ailleurs que la politique officielle aboutisse à vouer l'ensemble de l'industrie française à ce rôle de sous-traitance. Lorsque M. André Giraud, ministre de l'Industrie, répond aux questions des journalistes les invitant à contempler au SICOB nos industries de pointe, il les prend pour ce qu'ils sont : des giscardiens résignés. En effet, nous n'avons pas attendu l'actuel chef de l'Etat pour développer des industries de pointe : l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, voici vingt ans, a marqué le début d'une impulsion importante donnée à notre électronique, notam-



néo-libéralisme giscardien

Face à l'autosatisfaction d'intentions, que penser, au jour de MM. Giscard et Barre ? La nous livre quelques éléments faits qu'elle analyse depuis long-

ment par le biais des crédits du ministère de l'Air destinés à l'équipement de nos Mirage. De la sorte, nous sommes parvenus à former des ingénieurs de qualité et à jeter les bases d'une industrie des composants. Mais celle-ci est restée hélas trop balbutiante puisque nous n'avons jamais été capables de mettre au point un « Plan composants » analogue au Plan calcul. De même, nous n'avons pas attendu Valéry Giscard d'Estaing pour développer dans le cadre du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) la recherche nucléaire.

L'élément nouveau depuis quatre ans, c'est que ni l'électronique, ni la recherche nucléaire n'ont suivi un développement comparable à celui qui s'est produit aux États-Unis et en Allemagne Fédérale. Entre autres, depuis que nous avons largué la CII à Honeywell Bull, la recherche française en matière de composants est en veilleuse. De telle sorte que nous sommes, en la matière, contraints de payer à Honeywell Bull les royalties correspondant aux brevets de recherche qu'elle possède.

De même, lorsque la CSF a racheté LMT, une bonne partie





Libéralisme giscardien

officielle et aux rituels procès
te, de la politique néo-libérale
Cellule Economie de la N.A.R.
l'appréciation, appuyée sur des
mps.

du matériel téléphonique a continué à se fabriquer sous licence ITT. Et le système des licences et des brevets nous oblige à ne fabriquer que tel type de matériel, et à ne vendre que dans certains pays. Dans ces conditions, le redéploiement est sinon un abandon tout au moins un repli.

Ces carences et ces échecs laissent apparaître en filigrane la stratégie à laquelle se prête le système giscardien. Depuis que l'échéance électorale de mars est passée, le pouvoir joue à fond la politique du néo-libéralisme.

DE L'ECONOMIE MONDIALISTE...

L'ancien libéralisme exaltait la loi du laisser-faire, laisser-passer, donc la victoire du plus fort, mais dans un cadre « nationaliste » : dans cette optique une nation en dominait d'autres et — entre autres — s'assurait la prépondérance dans des colonies. Le néo-libéralisme, lui, assure la circulation des produits par le canal d'entreprises ayant une stratégie mondiale. Jadis une entreprise fabriquait un produit. Puis elle a fait des filiales dans un

pays donné, d'abord pour vendre dans ce pays ce qui correspond à sa consommation, puis pour jouer de la modicité du prix, de sa main-d'œuvre, du bon marché de ses matières premières ou de la clémence de sa législation fiscale. De la sorte, l'entreprise transnationale n'est plus une entreprise de production enracinée dans un pays, mais une entreprise financière qui joue à l'échelon mondial sur la meilleure rentabilité de la production dans tel ou tel pays, et vend de continent à continent.

Le cas échéant, elle localise le profit en vendant par exemple à perte ses productions dans un pays où elle a envie de se retirer, tel l'Iran en ce moment. Au besoin, elle fera apparaître en perte un bilan dans un pays afin de ne pas payer d'impôts.

A ce jeu, la petite et moyenne entreprise qui ne peut jouer sur une multitude de tableaux est condamnée malgré Monory ou Robert Fabre. En effet, à partir du moment où le profit dépend de la meilleure localisation mondiale des filiales des grands groupes, l'astuce ne sera pas de réussir bien dans un climat de concurrence entre entreprises comme le fit un Monory, mais de jouer sur les conditions économiques-sociales différentes selon les pays.

... A LA MORT DE LA P.M.E.

Ainsi une firme mondialiste fabriquera, dans un pays A où les salaires sont bas, les produits qui nécessitent le concours d'une main-d'œuvre importante. Puis le montage sera fait dans un pays B, où il y a une main-d'œuvre qualifiée mais beaucoup de chômage. Et le dépôt commercial sera fait dans un Etat qui a une fiscalité particulièrement agréable. Dans

cette stratégie, la compétence technique de l'industriel n'a plus grande importance, ce qui compte c'est l'étude des points forts ou faibles de chaque nation et — à la limite — l'achat de tel ou tel chef d'Etat ou de tels ou tels ministres.

L'industriel de type Monory réalisant un produit complet est, lui, condamné : il répond justement à la définition que les néo-libéraux donnent du canard boiteux. Allons même plus loin : s'il ne tenait qu'aux néo-libéraux, toutes les industries employant beaucoup de main-d'œuvre en France seraient sacrifiées au profit d'usines de sous-traitance dans les pays du tiers-monde. Dans cette optique, seules les industries recourant à une forte part d'artisanat — une entreprise fabriquant des prothèses pour handicapés par exemple — pourraient survivre. Si nous n'en sommes pas là, c'est que le pouvoir doit tenir compte des retombées électorales d'une politique qui a comme conséquence une extension du chômage. Mais il faut constater que sa victoire en mars dernier a déjà levé une bonne partie de ses inhibitions en la matière.

LA VALSE SUR LES DEVISES

Par ailleurs, le jeu monétaire international ne peut qu'aggraver cette évolution « mondialiste » de notre économie. En effet, avec le système de changes flottants qui domine depuis l'instauration du fameux « serpent » monétaire européen, les entreprises se trouvent affrontées à un « risque de change » accru auquel la petite et moyenne entreprise peut difficilement faire face.

Prenons l'exemple du tout récent recul du dollar. Une petite entreprise qui avait libellé un

marché avec l'étranger en dollars lorsque celui-ci valait 4,90 F se voit payer, au moment de la vente, les dits dollars sur la base de 4 ou 4,10 F. Son prix de revient est par terre. En revanche, dans une trans-nationale, le directeur est dressé à tricher. Il dispose de liquidités qui proviennent du monde entier. En quelques minutes, il peut ordonner de vendre un demi-milliard ou un milliard de dollars si cette devise faiblit. Ainsi s'expliquent les mouvements brutaux de présentation de dollars sur les places de Francfort ou de Zurich : ceux-ci sont de la sorte reconvertis en devises plus solides, deutschmarks ou Francs suisses. Parfois les mouvements quotidiens de conversion atteignent ou dépassent sur ces places le milliard de dollars. Mais la petite et moyenne entreprise qui n'a pas de trésorerie variée, part a priori vaincue dans ce jeu. Ajoutons que celui-ci permet aux Etats-Unis de financer leur désordre commercial et monétaire interne par l'émission d'une monnaie non gagée.

On objectera que, pour obvier à cette situation, M. Giscard d'Estaing, de concert avec nos partenaires de l'Europe des Neuf, s'efforce d'instaurer une zone de stabilité monétaire au sein du Marché Commun par le biais de la création de « l'écu européen ». Mais cette monnaie sera sans pouvoirs réels chez les tierces puissances car elle sera éclipsée par l'attrait du dollar qui, même s'il est devenu en grande partie une fausse monnaie, reste néanmoins une devise de référence. Tout au plus constituera-t-elle un régulateur local, d'ailleurs conforme aux désirs des Américains, tels qu'ils se sont exprimés depuis la conférence de la Jamaïque. Enfin il faut noter que dans le panier de devises qui servent de garantie à l'écu, le Deutschmark entre à lui seul pour un tiers. Comme le soutien des devises au niveau européen est assuré au prorata des mises, la France se trouve réduite à l'état de satellite économique de l'Allemagne Fédérale dans une Europe déjà largement américanisée. C'est là, la vérité du néo-libéralisme, une vérité que le système s'efforce de cacher à une opinion anesthésiée derrière le sourire de Robert Fabre ou la démagogie néo-poujadiste de M. Monory. Les réveils n'en seront que plus dramatiques.

La Cellule Economie



"payer des royalties à Honeywell-Bull"



les nationalités
contre le tsar Brejnev

l'empire éclaté

Sait-on, écrivait récemment Alain Besançon (1) que les « enfants de moins de dix ans chez les peuples musulmans soviétiques sont à l'heure actuelle beaucoup plus nombreux que les enfants russes, ukrainiens et biélorussiens réunis ? » Ce qu'en d'autres termes l'historien Pierre Chaunu caractérisait par le terme d'explosion démographique chez les uns, d'implosion chez les autres.

C'est autour de ce thème qui lui est cher qu'Hélène Carrère d'Encausse a décidé d'ordonner une étude particulièrement rigoureuse.

« L'empire éclaté » (2) ou « La révolte des nations en URSS » fait table rase de l'image d'une Union soviétique uniformisée, qui prévaut trop souvent dans nos sociétés occidentales. Le peuple soviétique, pas plus que « l'union indestructible des républiques libres » (3) n'a jamais existé réellement. Le peuple russe, ciment de cette union dont il était la composante la plus importante en nombre, est en perte de vitesse. A l'opposé, les républiques musulmanes du sud font preuve d'un dynamisme démographique étonnant dont on peut prévoir qu'il modifiera les rapports de force au sein de la communauté soviétique.

D'ores et déjà, la Russie manque d'enfants. La main-d'œuvre s'y fait rare et a nécessité l'envoi sur place de travailleurs immigrés, Coréens, Bulgares voire Finnois pour permettre la réalisation des grands projets industriels. Face à cette situation, les populations non-russes du sud, essentiellement agricoles, enracinées dans leurs traditions et leur culture, relativement peu migrantes, prolifèrent à une vitesse étonnante.

Face à cette montée en puissance de la périphérie musulmane,

le pouvoir central — dont on perçoit plus que jamais quel dessein impérialiste grand-russe il cache derrière les louanges à la communauté soviétique — use de moyens économiques et politiques. Politiquement, la Constitution de 1977 marque la réaction des dirigeants soviétiques, partisans d'une vision de plus en plus monolithique et de moins en moins fédérale de l'URSS. Economiquement, le développement de l'Asie centrale est freiné. Celle-ci reste essentiellement agricole. A cet égard, les politiques intérieure et extérieure se recourent, le Kremlin étant inquiet de l'attraction que pourrait exercer sur une Chine en quête de développement rapide une Asie centrale industrialisée, elle-même davantage tournée vers l'Orient que vers le monde européen.

Ainsi, le pouvoir central est sur la défensive. Même si le peuple russe demeure, à la fin du siècle, le peuple le plus nombreux d'URSS, il aura largement régressé en deçà de la barre des 50 %. Aggravé par l'inégal progrès économique des populations, les plus dynamiques au plan démographique étant les moins bien nanties, le problème ne se posera qu'avec plus d'acuité à l'avenir. La représentation politique dans les instances suprêmes, par trop favorable aux slaves devra nécessairement être modifiée sous peine

de faire craquer plus rapidement un ensemble déjà fragile.

Le pouvoir soviétique saura-t-il faire face à ces problèmes ? Evitera-t-il que les clivages nationaux ne se perpétuent dans des clivages démographiques au détriment de l'Union ? Le constat final d'Hélène Carrère d'Encausse paraît plutôt réservé : « L'Etat

soviétique semble incapable de sortir de l'impasse nationale ».

Pierre BOIELDIEU

(1) Pouvoirs n° 6-78 p. 112 (édité aux PUF)

(2) « L'empire éclaté » - Hélène Carrère d'Encausse (Flammarion) - En vente au journal franco 53 F

(3) Paroles de l'hymne soviétique

le ghetto judiciaire

Dire à chacun sa vérité n'est jamais chose facile. Surtout lorsqu'on s'adresse à des corps ou à des institutions pénétrés de leur éminente dignité — voire de leur majesté — et qui aiment rien moins qu'on les observe.

Dès lors, toute critique est ressentie comme un scandale intolérable, surtout lorsque son auteur a l'œil vif et la plume acérée. C'est le cas de Philippe Boucher, qui s'expose à la colère et au mépris du « ghetto judiciaire ». Colère des magistrats qui apparaissent dans leurs faiblesses, leurs compromissions, leur conservatisme viscéral. Mépris des mêmes pour ceux qui, n'étant pas de leur monde, ne peuvent de toute évidence « rien y connaître » : dans la magistrature plus que partout, le linge sale se lave en famille. Et pourtant, si les juges consentaient à réfléchir à ce qu'ils font et sur ce qu'ils sont...

Il est vrai que Philippe Boucher ne fait rien pour ménager les bonnes grâces d'une caste qui se veut et se croit au-dessus de tout soupçon. Son livre débute par une série de portraits de ministres incapables, indécis, inconsistants, et de hauts magistrats couchés devant le Pouvoir. Il y a, heureusement, des Patrice de Charette et un Syndicat de la Magistrature, même si la grande époque des prétendus « juges rouges » semble aujourd'hui révolue.

Mais le « Ghetto judiciaire » va bien au-delà d'une simple polémique. C'est avant tout une réflexion intelligente sur un monde mystérieux et clos — lois, jugements, langage, prisons, police — que nous connaissons seulement dans ses aspects spectaculaires ou lorsque, par malheur, nous devons nous y enfoncer. Un monde où l'on rencontre souvent l'injustice et l'arbitraire.

— In-justice de cette justice qui n'est pas la même pour les pauvres et les riches, impitoyable pour les

voleurs de bicyclettes et fermant les yeux devant la criminalité économique. Comme le dit Philippe Boucher, « la magistrature n'a cure des injustices, seuls les désordres l'épouvantent ».



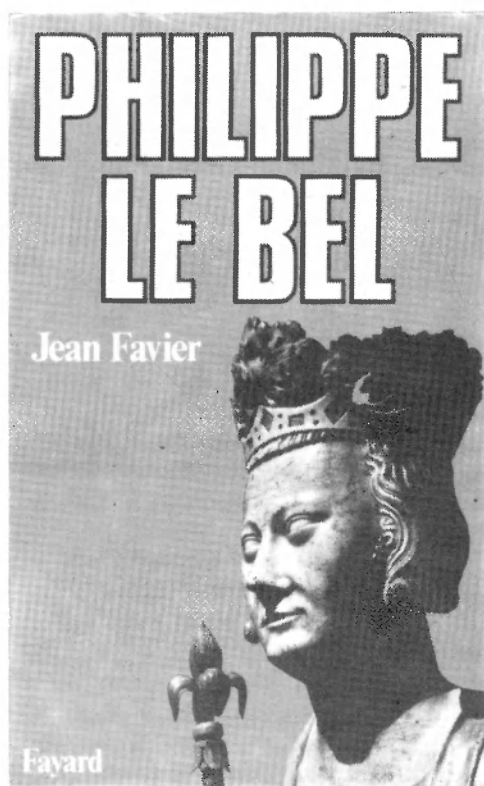
— Arbitraire de cette justice qui varie dans ses jugements selon les jours, les magistrats et les jurys. Arbitraire qui règne aussi dans ces « zones de non-droit » que sont les prisons, les commissariats de police, les hôpitaux psychiatriques. Autant de mondes clos qui ne connaissent que la raison du plus fort.

— Menace, enfin, de ces lois trop nombreuses, obscures et presque secrètes, entourées, limitées ou détournées par la masse des règlements et des circulaires, qui font que « l'individu se trouve comme en état de sursis perpétuel, l'ignorant lui-même le plus souvent ». Sans oublier les fiches de police et les mémoires d'ordinateurs, qui nous suivent toute notre vie et qui bientôt nous cerqueront.

Ainsi se dessine, à travers le livre de Philippe Boucher, une nouvelle figure du totalitarisme quotidien. Il n'est que temps de lui opposer une résistance.

J. B.

Le ghetto judiciaire - En vente au journal - Franco 48 F



philippe le bel réhabilité

Le mérite de « Philippe le Bel » de Jean Favier est avant tout de rappeler que loin d'être un cynique, le petit-fils de Saint-Louis fut un roi à la fois profondément énergique et humain qui gouverna avec brio la France en des temps difficiles.

Philippe le Bel souffre d'un préjugé défavorable dans le grand public. Il n'en a le plus souvent retenu que l'imagerie de l'école primaire : un faux monnayeur doublé d'un assassin de pape Maurice Druon dans sa série des *Rois maudits* qui fait plus honneur à ses talents de conteur qu'à son honnêteté d'historien, y a aussi grandement contribué. Au mieux, les historiens de l'école Lavisse ou de Tocqueville font, dans une reconstruction a posteriori qui ne craint pas l'anachronisme, du « roi-légiste » le père de l'Etat bureaucratique, l'ancêtre de Robespierre et de Napoléon. Tout au plus un Charles-Victor Langlois montre une certaine indulgence pour un roi « anticlérical » et somme toute une espèce de précurseur du petit père Combes !

UNE EPOQUE TENDUE

On peut difficilement méconnaître de façon plus flagrante le sujet que l'on prétend étudier

en raisonnant de la sorte. Jean Favier, dans son magistral ouvrage, fait au contraire ressortir que l'univers mental de Philippe le Bel ne diffère guère de celui de Saint-Louis. Il reste un roi chevalier comme il sut le montrer à la bataille de Mons en Pévèle. Il est profondément croyant et fortement imprégné de théologie thomiste. S'il s'est dressé contre Boniface VIII, c'est justement parce que ce théocrate impénitent ne respectait pas l'autonomie du temporel, pourtant clairement définie dans la Somme Théologique. Mais déjà Saint-Louis n'avait-il pas du se gendарmer contre un pape abusif ? Et si le conflit s'est radicalisé au temps de Philippe le Bel, c'est que Boniface VIII était l'exemple même du forcené logicien — non dépourvu de grandeur d'ailleurs — qui a tout perdu sauf la raison.

De façon générale d'ailleurs, Philippe le Bel fut contraint d'être moins magnanime que son grand-père, tout simplement parce que les conditions dans lesquelles il avait à gouverner étaient deve-

nues plus difficiles. Le règne de Saint-Louis avait véritablement marqué l'apogée du Moyen-Age, que ce soit sur le plan économique et social, dans le domaine de la vie de l'esprit ou dans celui de l'art. On put même parler, pour caractériser cette période, d'une civilisation en état de grâce. Dans ces conditions, un Saint-Louis pouvait se permettre de quitter pendant quatre ans son royaume pour partir en croisade sans qu'il s'en suive d'inconvénients majeurs.

Mais ce genre de période privilégiée ne dure jamais plus de quelques années ou de quelques décennies. Et au temps de Philippe le Bel, les conflits entre seigneurs et paysans (auxquels les premiers essaient d'imposer des baux plus durs) se multiplient. De même le développement d'un certain capitalisme marchand dans le domaine du textile, en réduisant de facto les compagnons et aussi une partie des maîtres à l'état de salariés avive les tensions sociales. Et, dans les villes, se développent des oligarchies qui tentent de monopoliser le pouvoir municipal. Quant à la Sorbonne elle n'est plus, depuis la mort de Saint-Thomas d'Aquin, le foyer bouillonnant qu'elle fut pendant trente ans. Sur le plan diplomatique, le roi de France doit compter à nouveau avec deux vassaux impatients de s'émanciper : le comte de Flandre d'une part et le duc d'Aquitaine — roi d'Angleterre de l'autre. Ce dernier n'est plus le médiocre Henri III mais son fils Edouard I^{er} autrement redoutable.

LA PASSION DE LA JUSTICE

Face à ces tensions internes, Philippe le Bel fut contraint de renforcer l'Etat royal. D'abord pour des raisons de justice élémentaire : le roi reste l'homme auprès duquel les humbles peuvent en appeler des exactions des seigneurs et des oligarchies bourgeoises, et ils trouvèrent toujours dans le petit-fils de Saint-Louis un homme attentif à leurs malheurs. Encore faut-il développer les tribunaux royaux de baillage et de sénéchaussée, envoyer des enquêteurs sur place pour corriger les abus : c'est poussé par la nécessité que Phi-

lippe le Bel s'entoura de juristes et non pas parce qu'il avait une vision hégélienne de l'Etat.

De même, c'est la nécessité qui amena Philippe le Bel à alourdir le poids financier de la Monarchie. Ce poids était très faible au temps de Saint-Louis, puisqu'en principe, le roi devait « vivre du sien », c'est-à-dire uniquement des revenus de son domaine comme un simple seigneur. Dans la mesure où l'Etat royal devait payer davantage de serviteurs et faire face à la menace de guerre, voir à la guerre ouverte en Flandre et en Guyenne, c'était exclu. D'où un usage savant et parfois spécieux — du droit féodal qui amena Philippe le Bel à se faire consentir des aides au titre du rachat du service de l'arrière ban. La pression la plus forte — à la limite du point de rupture — fut atteinte au lendemain du désastre essuyé à Courtrai face aux Flamands : l'impôt préleva 50 % du revenu foncier des nobles et 10 % du revenu des non-nobles. De même à plusieurs reprises, une décime fut prélevée sur les biens du clergé ce qui aggrava le conflit avec Boniface VIII. Ce conflit, dont le dénouement dramatique intervient en 1303 par le biais de l'attentat Anagni et un an à peine après Courtrai.

SAVOIR DURER

Par comparaison, les dix dernières années du règne, marquées par le semi-règlement du problème flamand, la liquidation du contentieux avec la papauté, et aussi celle des moines-soldats-banquiers-usuriers qu'étaient devenus les Templiers apparaît comme relativement calme. Mais le fait d'avoir duré, et au cours d'un règne de trente ans si orageux, d'avoir consolidé l'Etat, est peut-être l'aspect le plus remarquable de l'œuvre de ce roi. Il a su éviter l'usure du pouvoir en mettant en avant ses conseillers tout en sachant payer de sa personne aux heures des plus cruciales. Mais n'est-ce pas là une vertu monarchique par excellence ?

Arnaud FABRE

— Philippe le Bel — Jean Favier
— En vente au journal — Ed. reliée : franco 90 F — Ed. brochée : franco 70 F

j. vodaine : un éditeur lorrain

Voilà maintenant 16 ans que Jean Vodaine est éditeur de poésie en Lorraine. A Basse Yutz d'abord, puis à Metz, enfin à Baslieux de France. Sa revue « Dire », revue européenne dit le sous-titre (mais elle sait s'ouvrir vers d'autres horizons, il y a notamment un très beau « Dire » sur la poésie négro-africaine) en est à son numéro 25 formé par des morceaux choisis de Joseph Delteil.

Le Pays haut de la sidérurgie

a marqué Vodaine. Non seulement dans sa peinture, car il est aussi peintre et creuse dans l'encre d'étranges formes géométriques inquiétantes, qui font souvent penser aux rouages de quelques terribles machines dont l'usage reste à découvrir, mais ne présage rien de bon, mais aussi dans sa poésie, car il est également poète. Après « L'œillet Rouge », il s'est édité ses « Petits agglos de mots périmés » grave récit de son mon-

de intérieur déchiré par la dure réalité industrielle du bassin de Thionville. Écoutons-le, un instant, : « *Que criez-vous à ce ciel rouge, arbres naufragés dans la nuit ? (...) Que hurlez-vous quand on étouffe la souffrance blanche, point d'interrogation pour l'apprenti balai, lors l'usine écrase la pervenche et s'invente dans les arbres de rouille un azur de cuivre, trop de douleur ferraille la plaine, l'acier pousse neuf sur les champs fanés conquis sur un horizon rougi de fantômes, en peine l'âme morte se souvient-elle de ses alpes slovènes et l'eau du souvenir chante bleue comme l'Isouzo* ».

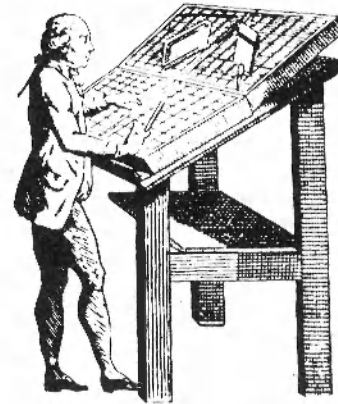
L'usure terrible des travailleurs de ce paysage cruel se trouve chez un de ses poètes Adrien Printz, surnommé l'écrivain et qui fut sa vie durant, ouvrier chez les de Wendel :

*« Pas de vieil ouvrier
las et lent au retour
dans le noir escalier
et toux de vieil ouvrier
encore longtemps après
dans le lit étranger »*

Chaque « Dire » est une heureuse découverte tant au niveau de l'originalité et de la qualité des textes qu'à celui de sa présentation. Vodaine est amoureux de son métier d'imprimeur, cela se sent à chaque page. Mais, ce n'est pas d'un amour triste. Car, soit sur le beau papier chiffon des papeteries de Lana, soit sur le papier brun d'emballage, dansent les lettres, grossissent ou s'amenuisent les caractères, bougent les signes et les dessins, au rythme du poème et de l'inspiration du bon typographe. Vodaine n'est jamais à court d'idée. D'ailleurs c'est lui qui, le premier lança l'affiche-poème, reprise par bien d'autres depuis.

Editeur exigeant et amical, s'en fichant du commerce (il a publié Trakl, bien avant que la mode s'en empare), son catalogue ne comprend pas les grands noms de la poésie. Il ne met en page que ceux qui ont su l'émouvoir. Vodaine, cherche en dehors des sentiers battus et ses rencontres, sont à la fois étranges, fortes et belles. Telle, celle avec Georges Alexandre, poète hongrois, mort en 1952 à l'âge de 23 ans, dont il a publié l'unique livre « Yellow dog blues », poème plein d'adolescence désespérée :

*« O mes vers omnivores, mes
vers sculptés de désastre
Quelle vie étrange nous menions
dans notre coin
Quelle vie indicible a crevé un
matin ».*



Ou celle avec Edmond Dune, vrai poète luxembourgeois, peut-être un peu classique, dont il a publié magistralement les « 24 poèmes pour cœur mal tempéré ».

Editeur artisan, dont chaque ouvrage est une œuvre d'art sensible et attachante, éditeur à la Guy Levi Mano, le temps se fait dur pour lui. L'édition est devenue une industrie comme une autre, à la recherche de la rentabilité. La poésie, qui ne s'est jamais bien vendue, même au temps des romantiques, attire de moins en moins les éditeurs. Et s'il n'y avait pas une poignée d'hommes, comme Jean Vodaine, elle n'existerait plus sous sa forme publiée.

Pierre LE COHU

Jean Vodaine - 27, rue du
22 août 1914 - 54620 BASLIEUX

ROYALISTE
BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 742-21-93

Abonnements :
3 mois : 30 F
6 mois : 50 F
1 an : 90 F
soutien : à partir de 150 F
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N
Paris

- Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais

- Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal

- Directeur de la publication : Yvan AUMONT
- Imprimé en France - diffusion N.M.P.P.

N° Commission paritaire : 51700

HUMEUR

le cynisme et l'indifférence

Qui peut s'exprimer ? Tel était le titre de l'avant-dernier numéro de Royaliste. M. d'Ornano venait de faire adopter par les sénateurs un projet de loi, supprimant le droit d'affichage politique en dehors des panneaux publicitaires « afin de protéger notre environnement ». Le projet passera prochainement à l'Assemblée nationale. Nul doute qu'il sera voté avec enthousiasme par les députés de la majorité. Dans l'opposition, les socialistes aussi le voteront. Normal, puisque les frères ennemis communistes en ont dénoncé les dangers pour la démocratie.

Ces dangers sont pourtant réels. Demain, seuls les très riches pourront s'exprimer. Des milliers de voix scandalisées vont s'élever contre la remise en cause

d'une liberté fondamentale et centenaire. Écoutez... Non ? Rien.

Depuis quelques jours, les panneaux publicitaires de Paris se couvrent peu à peu d'affiches de l'U.D.F. Cela sans aucun prétexte électoral, sans la moindre idée neuve à faire passer, sans aucun talent. Dans le contexte que nous venons d'indiquer, cette campagne d'affichage organisée à coup de millions par le parti de... M. d'Ornano (comme par hasard) a des allures de provocation.

Les Français épris de liberté vont-ils choisir ce moment pour faire éclater le scandale ? Indifférence généralisée. Il reste de beaux jours pour les cyniques qui nous gouvernent.

F.A.



un pouvoir ne supportant plus la moindre contradiction

PARIS

Vous pouvez rencontrer les militants de la Fédé tous les mercredis de 17 h 45 à 18 h 45 devant la Gare Saint-Lazare.

VIIIe-XVIIe -- Le cercle des abonnés se réunit chaque deuxième lundi du mois. Prochaine réunion le 11 décembre.

XIe-XIIe -- Dîner-débat avec Jean-Loup Bernanos et Gérard Leclerc, le vendredi 1er décembre à 20 h 30 à la brasserie des Deux-Savoies, 23 bis bd Diderot (face à la gare de Lyon). Prix 45 F (étudiants et chômeurs : 35 F). Inscriptions préalables obligatoires en écrivant au journal.

XVe -- Permanence le jeudi 23 novembre de 20 h 45 à 22 h au Patronage Laïc, 72 av. Félix Faure (1er étage) -- Métro Boucicaut.

LYON

Permanence au local le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 et le samedi de 14 h à 19 h. Pour tous renseignements, écrire à N.A.F. -- B.P. 44 -- 69397 Lyon-Cedex.

PAYS DE RETZ

Réunion d'information à MACHECOUL, le vendredi 15 décembre à 20 h 30 dans la salle de la Mairie. Pour tous renseignements concernant les activités de la N.A.R. en Pays de Retz, écrire à notre correspondant : M. Jean-Luc Bouton, ROYALISTE, B.P. 29-44250 ST-BREVIN L'OCEAN.

La Nouvelle Action Royaliste

Le royalisme, c'est **Royaliste**. C'est aussi un mouvement politique -- la **Nouvelle Action Royaliste** -- fondé en 1971 par des militants lassés par le conservatisme. Les royalistes de la NAR ont forgé en quelques années une véritable **communauté militante** : deux mots qui traduisent le refus de l'embrigadement doctrinal et de la discipline bête, et le souci constant de la réflexion et de la participation aux décisions.

Animée par un **Comité directeur** assisté d'un **Conseil national** élu par les adhérents, la NAR cherche à mêler étroitement la réflexion et l'action

politiques. Ce qui ne signifie pas l'incertitude de la pensée et le flou dans l'action.

Rassemblés par leur espérance royaliste, les militants royalistes combattent pour la justice sociale et pour la liberté, résistent aux idéologies et aux systèmes totalitaires, luttent pour l'indépendance nationale face aux impérialismes et aux tentatives de désintégration de la communauté nationale. Il n'est donc pas étonnant que ces royalistes soient **révolutionnaires**, puisque la révolution est aujourd'hui le seul moyen de détruire les féodalités capitalistes, de libérer les peuples de France et de permettre d'édification d'une autre société.



Un nouveau modèle d'affiches est disponible. Les commandes sont à adresser au journal accompagnées de leur règlement. Tarif :

1 ex. 3 F -- 50 ex. 35 F -- 100 ex. 55 F -- 200 ex. 95 F -- 300 ex. 110 F (frais de port compris).

BROCHURE DE PROPAGANDE

Une nouvelle petite brochure de propagande de 12 pages est maintenant disponible.

Son thème général : **Pourquoi la monarchie, mieux que le système actuel, est-elle à même de résoudre un certain nombre de problèmes cruciaux pour l'avenir de notre pays.** Quatre sujets abordés : la politique étrangère, la région, l'enseignement, l'économie.

Tarif : 1 ex. 2 F -- 10 ex. 13 F -- 50 ex. 48 F -- 100 ex. 80 F -- 200 ex. 146 F -- 300 ex. 200 F (les frais de port sont inclus dans ce tarif).

Ce nouvel outil de propagande doit être diffusé le plus massivement possible. Une commande rapide de la part de nos lecteurs et propagandistes nous permettra d'ajuster au mieux le tirage et, si son écoulement est rapide, d'éditer prochainement de nouvelles brochures de ce type.

MERCREDIS DE LA N.A.R.

Conférence tous les mercredis dans les locaux du journal (entrée libre).

Tous les mercredis à partir de 19 h, dans les locaux du journal, 17, rue des Petits-Champs, (4e étage), discussion libre autour du buffet (participation aux frais). A 20 h, début de la conférence.

TOULOUSE

Réunion d'information avec Bertrand Renouvin, le vendredi 8 décembre à 18 h 30. Tous renseignements en écrivant au journal.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, Rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

Rassemblement socialiste à Lille, congrès du R.P.R., déclarations des dirigeants communistes : les grandes manœuvres « européennes » des partis sont à peine commencées que, déjà, s'accumulent les ambiguïtés et se multiplient les mensonges. Dès maintenant, le débat s'en trouve irrémédiablement faussé.

Que savons-nous en effet de ces élections, de cette Assemblée, des intentions réelles des états-majors politiques ? Et même, que savons-nous de cette Europe ? Tout est flou et le demeurera jusqu'à ce que, les élections passées, nous nous apercevions que nous n'avons pas voté pour ce que nous croyions, ou que nous avons voté pour le contraire de ce que nous voulions.

QUELLE EUROPE ?

Nous allons élire une Assemblée, mais personne ne sait ce qu'elle fera : se contentera-t-elle des pouvoirs qui lui sont actuellement dévolus, ou bien s'en donnera-t-elle de nouveaux, plus étendus, qui nous entraîneraient dans la voie de la supranationalité ? Malgré les déclarations apaisantes de M. Lecanuet, le risque est réel. Or, les électeurs ne pourront pas le prendre, ou le refuser, en connaissance de cause.

Nous allons élire une Assemblée « européenne », mais nous ne savons pas au juste ce qu'est cette « Europe » que les giscardiens, les socialistes et certains « gaullistes » nous invitent à « construire ». Mais la « construction » politique repose sur le vide, puisque l'Europe n'a pas été capable de se « construire » sur le plan économique. Tel est le premier mensonge, la première imposture : on voudrait nous faire croire qu'il existe une « communauté européenne » alors que, depuis vingt ans, l'Europe n'est, au mieux, que le résultat de compromis boiteux entre des intérêts nationaux et au pire un champ clos où s'affrontent des volontés de puissance. Nulle trace, dans ce magma de règlements et de paperasses, de solidarités effectives, d'intérêts véritablement communs. A quoi servira donc une Assemblée reposant sur ce néant ? Fera-t-elle mieux que les technocrates et les chefs d'Etats, ou sombrera-t-elle dans la cacophonie des conflits d'intérêts, des rivalités nationales, des affrontements idéologiques, des bassesses intéressées ?

Le second mensonge, plus éhonté encore, consiste à nous faire croire que l'Europe pourrait devenir une

les partis et l'europe



par
bertrand
renouvin

grande puissance indépendante des impérialismes, alors que sa soumission aux Etats-Unis est, depuis plus de trente ans, inscrite dans les faits. Soumission des Etats — souvenons-nous du « marché du siècle » — soumission des politiciens — souvenons-nous des pots de vin de la Lockheed — soumission économique, financière, militaire... Comment une réunion d'esclaves consentants créerait-elle une communauté d'hommes libres ?

DIVISIONS

L'Europe qu'on nous propose est une imposture. Mais qui osera la dénoncer ? Pour les giscardiens, la cause est entendue : l'Europe américaine ne leur fait pas peur puisqu'ils en sont, depuis longtemps. Quant au Président de la République, il se frotte les mains : les élections européennes divisent le R.P.R., exacerbent le conflit entre les socialistes et les communistes et provoquent des difficultés au sein du P.S. On disait pourtant que Giscard était soucieux d'unité, et de « décrispation ». Mais, quand on est politicien, comment ne pas se réjouir de la discorde qui règne dans les rangs ennemis...

Ce ne sont pas non plus les socialistes qui dévoileront l'imposture européenne : le Parti de M. Mitterrand n'est hostile ni à la supranationalité, ni à l'atlantisme, et les trémolos sur « l'Europe des travailleurs » n'y changeront rien. Avec leurs amis allemands, ils se préparent à devenir les honnêtes gérants du capitalisme européen. Du socialisme affiché à la social-démocratie pratiquée, MM.

Mitterrand et Mauroy trahiront, une fois de plus, les intérêts de ceux qu'ils prétendent défendre. En essayant, une fois de plus, de susciter une espérance qu'ils n'ont ni la volonté ni les moyens de réaliser.

QUEL SURSAUT ?

Le sursaut viendra-t-il du R.P.R. ? Il est certain que, depuis longtemps, Michel Debré dénonce avec lucidité le risque supranational. Et Jacques Chirac, lors du congrès de son parti, a très clairement analysé les contradictions de l'europhisme. Mais, en de trop nombreuses occasions, nous avons pu mesurer la distance qui sépare, chez la plupart des gaullistes, les discours et les actes. Et la motion finale de leur congrès a montré, une nouvelle fois, que les mots énergiques tenaient lieu de politique ferme et cohérente.

Si le R.P.R. est gaulliste il doit choisir, comme Alexandre Sanguinetti l'opposait à un centrisme qui le nie. Si M. Chirac refuse l'imposture européenne, il doit renoncer à « l'unanimité de façade » de son Rassemblement. Mais la logique politicienne est ainsi faite que les chefs de parti sacrifient souvent leurs principes aux prétendues exigences de la tactique et à la défense des situations acquises. On l'a bien vu, au R.P.R. justement, lors du vote du projet de loi sur l'élection de l'Assemblée européenne.

Restent les communistes, qui n'hésitent pas à proclamer leur hostilité radicale à l'Europe américaine, capitaliste et supranationale. Ils le font à leur manière, lourde, schématique, parfois démagogique, mais ils ont au moins le courage de leurs opinions. Et il faut se féliciter de voir Gaston Plissonnier appeler « les patriotes de toutes tendances » à participer au combat pour l'indépendance nationale. Dans ce débat faussé, et quelles que soient les arrières-pensées du P.C., il ne sera pas inutile d'entendre les communistes dire aux giscardiens et aux socialistes leurs quatre vérités.

Mais les royalistes de la N.A.R. ne se contenteront pas d'assister à l'échange des arguments. Libres de tout souci tactique et électoraliste, nous sommes prêts à faire campagne pour expliquer le sens de ces élections, dénoncer les mensonges, et montrer qu'entre le renoncement et le repliement sur soi, il existe d'autres chemins. Toute la question est de savoir si nous en aurons le droit.

Bertrand RENOUVIN